

Les États généraux des services publics territoriaux : une mobilisation de la base

Face à l'austérité permanente imposée à la fonction publique, incarnée par le plan Bayrou et poursuivie par le gouvernement Lecornu II, le monde du travail se retrouve de nouveau en première ligne. Gel du point d'indice, suppressions massives de postes, asphyxie financière des collectivités locales : le service public est attaqué, la démocratie méprisée. Dans ce contexte, les États généraux des services publics territoriaux (EGSPT) prennent tout leur sens : partout, les syndicats CGT s'organisent, débattent et construisent des cahiers revendicatifs locaux, qui sont autant d'outils de démocratie réelle pour ceux et celles qui font vivre le service public.

À l'approche des élections municipales, il est primordial d'aller à la rencontre des futurs candidats pour leur rappeler que la démocratie ne se joue pas seulement dans les hautes sphères : elle vit dans les territoires, avec les citoyen·nes, grâce à l'engagement des fonctionnaires territoriaux.

Les EGSPT sont plus qu'un débat : ils représentent un acte de résistance et le socle d'une reconstruction démocratique.

Focus local – La Rochelle : reconnaissance de la pénibilité

Lors d'une visite du service parking et stationnement, le syndicat CGT des territoriaux de La Rochelle a recueilli la parole des agents sur leurs conditions de travail : travail de nuit, horaires en 3x8, pénibilité extrême. Aujourd'hui, la pénibilité n'entraîne que quelques compensations (jours de sujétions particulières), sans droits spécifiques sur la carrière ou la retraite.

Le syndicat revendique le passage de ces agents en catégorie active : la reconnaissance pleine et entière de la pénibilité de leur métier, y compris dans le déroulement de carrière et l'accès à la retraite.

Actions proposées :

- Interpeller la collectivité ainsi que la fédération pour faire inscrire ces métiers en catégorie active au niveau national.
- Faire du thème de la pénibilité une priorité revendicative lors des prochains

conseils sociaux et techniques (F3SCT au niveau local et national).

Ce cas illustre l'esprit des EGSPT : partir de la réalité vécue des agent·es, construire le cahier revendicatif local, le porter collectivement à l'échelle fédérale et nationale, et obtenir des avancées pour tous.



La situation de La Rochelle reflète celle de milliers d'agentes et agents territoriaux en France : travail de nuit, horaires décalés, exposition à des contraintes physiques et psychosociales fortes. Il est urgent, à l'échelle nationale, d'élargir la catégorie active à l'ensemble des métiers territoriaux marqués par une pénibilité structurelle et de porter une réforme nationale sur la reconnaissance de la pénibilité.

Parole de terrain : initiative de la CSD d'Ille-et-Vilaine (35)

Le 23 mai, la CSD 35, accompagnée de l'UD 35, a réuni agent·es, syndiqué·es et élu·es pour débattre de l'avenir du service public territorial. Face aux menaces continues, coupes budgétaires, réformes structurelles, cette journée fut nourrie d'ateliers participatifs, de débats et de témoignages du terrain.

Le maître-mot : service public de proximité, garant de l'égalité des territoires et moteur de justice sociale. Les ateliers ont permis d'identifier les difficultés et de formuler ensemble des propositions concrètes pour refonder le service public autour de la reconnaissance des agent·es, de la lutte contre la précarisation et du renforcement du contrôle démocratique des choix budgétaires.

Les EGSPT ne sont pas une consultation formelle, ils incarnent la construction, par la base, d'un rapport de force national. À nous, syndicats territoriaux, de transformer la colère et les attentes locales en conquêtes sociales durables !

Du local au national, la bataille continue : pour un service public renforcé, financé, et au service de toutes et tous !

N.B. : Pour aller plus loin, retrouvez le compte rendu complet de la journée d'Ille-et-Vilaine dans le Guide n° 935 de juin 2025.